

## **CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ET LE RACISME**



**UNIR NOS FORCES  
ET NOTRE  
CAMP SOCIAL**

### **ZOOM**

À la SNCF, une grève catégorielle qui s'étend aux autres services

Page 3

### **INTERNATIONAL**

Non au projet russo-étatsunien d'annexion de l'Ukraine!

Page 4

### **ARGUMENTS**

L'histoire du 1<sup>er</sup> Mai: de la lutte pour les 8 heures de travail à la journée de solidarité internationale

Page 5

### **LUTTER**

Éducation nationale. Une nouvelle réforme des concours

Page 8

## Édito

## Quelle unité pour quelle gauche?

Par FABRIENNE DOLET

Pour celles et ceux qui n'ont pas le nez sur le calendrier électoral, sachez que celui-ci est déjà scruté et archi-scruté. Les municipales en 2026 et les présidentielles en 2027, dans une situation politique et sociale instable, austéritaire et fascisante, sont au cœur des préoccupations de la gauche qui veut croire à ses chances après le succès du NFP lors des législatives anticipées de juillet 2024. Ses chances? Au pluriel, car pour l'instant, ça tire à hue et à dia.

Alors que les Écologistes viennent de tenir congrès mi-avril, que le PS a ouvert le sien qui se tiendra du 13 au 15 juin à Nancy, que LFI penche, paraît-il, vers le « communalisme », chacun rode sa stratégie électorale... dans son coin. Sans parler même du PCF, de Ruffin et de toutes personnalités qui à gauche de la gauche se verraient bien percer.

Pas en reste, Lucie Castets, candidate introuvable du NFP pour le poste de Premier ministre à l'été 2024 et recalée par Macron, usant du pouvoir indu que lui confère la 5<sup>e</sup> République, a annoncé le 23 avril dans une tribune parue dans *Libération* sa volonté d'une primaire à gauche s'organise. Pour cela, elle appelle à une réunion le 2 juillet pour « poser la première pierre de la victoire ».

Elle sait pouvoir compter sur la mobilisation de celles et ceux qui ont fait le succès du 7 juillet dernier. Lucie Castets se pose en défenseuse appuyée de l'unité et d'une candidature commune qui pourrait être décidée, sur la base du programme du NFP, d'une implication des associations, partis et syndicats, par « une primaire des gauches », une « concertation entre partis » ou « une convention citoyenne ». Qu'importe le flacon...

Il y a là une forme de bon sens salutaire et évident... mais dans le contexte de nos institutions — première restriction — et qui fait fi — deuxième restriction — des mois qui viennent de s'écouler et des choix tactiques des uns et des autres pour faire vivre le programme du NFP.

Autant le dire, le flacon nous importe un peu quand même. L'unité à froid, par en haut a bien peu de chances de fonctionner si d'abord les idées du NFP ne sont pas défendues et portées par la rue, par un profond élan démocratique qui dépasse la vision étriquée que veut bien nous en donner la bourgeoisie à travers la 5<sup>e</sup> République. C'est aussi à cette tâche qu'une gauche de rupture devrait s'atteler.

## Bien dit

Israël détruit les fondamentaux de la vie en Palestine tout en interdisant aux Nations unies de fournir des secours

AMMAR HIJAZI, ambassadeur représentant permanent de l'État de Palestine devant la CIJ (Cour internationale de Justice) qui étudie jusqu'au 2 mai le blocus imposé par Israël, BFMTV, le 28 avril 2025.

## À la Une

ANTIRACISME

## L'islamophobie tue : organisons la riposte!

Le 28 avril 2025, à La Grand-Combe, Aboubakar Cissé a été assassiné dans sa mosquée, à l'aube, alors qu'il s'apprêtait à la nettoyer avant la jumu'a (prière du vendredi).

Il a été frappé de cinquante coups de couteau par un homme se disant animé d'une « conviction » de devoir tuer. Ce meurtre n'est ni un fait divers ni une tragédie isolée. C'est un acte islamophobe. Et un signal d'alarme : l'islamophobie est une menace mortelle.

Dans un contexte d'intensification de la stigmatisation des musulmanEs, ce crime constitue l'expression brutale d'une logique politique et raciste déjà bien installée.

## Aboubakar, martyr de l'islamophobie

Parce qu'Aboubakar était musulman, dans une mosquée, dans un lieu identifié comme tel, il a été pris pour cible. L'assassin ne s'est pas contenté de « tuer la première personne venue » ; il a pénétré dans un lieu de culte, proféré des insultes contre l'islam, et méthodiquement humilié et assassiné un homme en raison de sa foi. C'est l'aboutissement d'un fantasme délirant mais cultivé par le climat ambiant : faire disparaître les musulmanEs de l'espace public.

## L'islamophobie et le racisme d'État, vecteurs des violences

Ce n'est pas la première fois que des lieux de culte musulmans sont visés. Depuis des années, ils sont profanés, menacés, désignés comme des zones de non-droit, comme des ennemis de l'intérieur. Contrairement à ce que certains discours voudraient



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

faire croire, ces lieux n'ont jamais été sanctuarisés. À rebours de la tradition républicaine qui voudrait que les lieux de culte bénéficient d'un certain respect, ils sont perçus ici comme des cibles légitimes. Quand l'État ferme des lieux de prière, quand les médias les désignent comme des foyers de radicalisation, quand la parole raciste se libère sans conséquence, les actes suivent. Ce meurtre n'est pas une « aberration ». Il est la conséquence logique d'un racisme structurel qui rend acceptable, voire souhaitable, la disparition des musulmanEs.

Mais il serait insuffisant de ne pointer que l'État ou les médias. L'islamophobie est diffuse, enracinée, multiforme. Elle innerve les institutions, elle s'exprime dans les politiques sécuritaires, elle se niche dans les lois (comme

celle de 2004 sur les signes religieux à l'école), elle irrigue les discours et s'insinue dans les représentations sociales. Elle est ce socle idéologique qui permet d'accuser en bloc, de discriminer légalement, de rendre invisibles ou de désigner à la vindicte les musulmanEs et assimiléEs.

## La riposte solidaire à construire par en bas

Face à cela, il y a pourtant des résistances. Dès l'annonce de l'assassinat d'Aboubakar Cissé, des collectifs, des organisations, des proches ont réagi, exprimant colère et solidarité. Une mobilisation est en préparation, notamment à travers la marche du 11 mai. Ces réactions sont précieuses. Elles disent que notre camp social n'est pas condamné à la passivité. Elles disent aussi qu'il est temps d'amplifier la

riposte mais celle-ci ne doit pas se mobiliser seulement lorsque la tragédie est survenue.

Combattre l'islamophobie est une priorité, parce qu'elle fracture notre camp social, parce qu'elle légitime l'extrême droite, parce qu'elle est un cheval de Troie contre l'ensemble des droits démocratiques.

Trop souvent, les personnes directement concernées par l'islamophobie sont mises à l'écart des structures militantes et des campagnes. Trop souvent, notre solidarité reste abstraite ou tardive. Il faut construire une mobilisation unitaire, durable, radicale, qui ne se contente pas de dénoncer les conséquences mais s'attaque aux causes : une véritable campagne contre l'islamophobie. Cela passe par l'abrogation des lois racistes, par la reconnaissance du droit à l'expression religieuse dans l'espace public, par la solidarité active avec les musulmanEs.

Le meurtre d'Aboubakar Cissé n'est pas seulement un crime odieux. Il est le révélateur d'un moment politique. Un moment où la volonté de faire disparaître les musulmanEs de l'espace public se heurte à une nécessité vitale : celle de résister ensemble, dans la rue, dans les quartiers, dans les lieux de travail, dans les lieux de culte. Non pas en victimes résignées, mais en actrices et acteurs d'une lutte émancipatrice contre le racisme et pour la justice sociale.

**Commission nationale antiracisme**

## Acturama



© PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

## CONTRE L'UTILISATION DE L'IA DANS LE DOUBLAGE

Judi 24 avril, à Paris non loin de l'Opéra Garnier, s'est tenu un rassemblement à l'appel de la CGT, de la CGT Spectacle et du SFA (syndicat français des artistes interprètes). L'objectif? Défendre un doublage fait par des humains. Les négociations ouvertes il y a quelques mois pour « des règles communes et protectrices des droits des artistes » et pour « le respect du consentement éclairé et exprès des artistes à chaque étape » semblent acheminer. Avec la revendication « Nous voulons vivre de nos métiers », la mobilisation n'est pas finie.

## TRANSPORTS À la SNCF, une grève catégorielle qui s'étend aux autres services

Il y a plusieurs revendications, mais le mécontentement porte principalement sur les conditions de travail qui sont dégradées par de nouveaux outils informatiques de commande du personnel. Ces nouveaux logiciels sont prévus pour optimiser au maximum les emplois du temps des contrôleurEs. Résultat : des commandes de travail sont modifiées en permanence, voire au dernier moment, imposant des découchés non prévus, en annulant d'autres ou modifiant des journées travaillées sur les dimanches et les jours fériés, par exemple. Cette recherche de rentabilité à outrance par la direction a des effets concrets sur la vie quotidienne de milliers de cheminotEs dans l'incapacité d'organiser une vie privée, familiale un peu à l'avance. Comment organiser ses vacances ou un week-end en famille quand les congés sont accordés au dernier moment ? Enfin, les ASCT demandent une hausse mensuelle de la prime de travail. Ils ont donc appelé à une grève les 9, 10 et 11 mai prochain.

### Un mouvement qui fait tache d'huile

Ce mouvement catégoriel a donné des idées à d'autres secteurs. Ainsi les conducteurEs de train ont décidé de rejoindre le mouvement de grève : à partir du 5 mai pour la CGT, qui anticipait déjà un mouvement pour les conducteurEs, et le 7 mai pour Sud Rail. S'en est suivi un appel à la grève dans les ateliers de maintenance du matériel le 6 mai et maintenant

À partir du 5 mai, une série de grèves va toucher la SNCF. Le mouvement est notamment parti d'un appel des contrôleurEs organisés dans un collectif en dehors des organisations syndicales, le CNA (Collectif national des agents du service commercial trains ou ASCT).



WIKIMEDIA COMMONS

dans les gares (guichets, agents d'accueil, départ des trains, etc.) pour le 5 mai.

Après tout, les problèmes que rencontrent les contrôleurEs sont ceux de tous les cheminotEs : une augmentation de la prime de travail de 200 euros pour toutes et tous serait tout à fait justifiée et par ailleurs confortée par les « bons » chiffres de la SNCF qui vient de réaliser 1,6 milliard de profits pour 2024. Idem pour ce qui est des modifications de commandes ou des congés refusés ou accordés au dernier moment : tout le monde est concerné, et c'est principalement par des embauches massives que le problème pourra être résolu.

Ici et là, chaque secteur « rajoute » une revendication

propre. Par exemple, dans les gares tous les emplois ne sont pas considérés comme relevant de la pénibilité : un poste tenu en 2 x 8 heures avec des prises de services à 6 heures du matin et des fins de service à 22 heures avec travail les dimanches et jours fériés n'est pas repris dans la liste des emplois pénibles. C'est d'autant plus dommageable que la pénibilité est importante pour le calcul de la retraite, notamment depuis un accord passé l'année dernière.

### Déferlement anti-grévistes

Depuis l'annonce de la grève autour du pont du 8 mai, les membres du gouvernement et les médias s'en donnent à cœur joie contre les grévistes « preneurs

d'otages ». De toute façon, ça ne va jamais : si la grève tombe en semaine, elle empêche les gens d'aller travailler, mais si elle tombe un week-end, elle empêche les gens de partir en vacances...

Gageons que la grève de début mai fonctionne pour le mieux. Cette grève « tournante » catégorielle par catégorie relève d'une volonté de tenter autre chose que l'appel à « la grève carrée » (24 heures) ou la grève reconductible. Ce n'est pas nouveau, nous avons déjà connu en 2018 un appel à la grève « différent » (deux jours sur cinq pendant plusieurs mois) avec un résultat plus que mitigé.

Il faudra donc tout faire pour qu'au final cette grève permette aux cheminotEs de se retrouver tous ensemble et d'étendre la grève à tous les services pour imposer des revendications communes.

Si la grève des contrôleurEs a donné des idées aux autres cheminotEs, la grève des cheminotEs pourrait donner des idées, ou au moins confiance, aux autres secteurs du monde du travail pour imposer des embauches et des augmentations de salaires dans les entreprises et les services publics. Car derrière les attaques en règle du gouvernement contre la grève qui vient, c'est bien la peur d'une extension qui est en jeu.

**Correspondant**

## No comment

Jusqu'en 2003, les détenus participaient aux frais d'incarcération. Comme il y a un forfait hospitalier, il y avait un forfait de présence dans la prison. Je vais rétablir ces frais d'incarcération.

GÉRALD DARMANIN, sur LCI le 28 avril 2025

## Agenda

**Samedi 3 mai, tables rondes du NFP « Que faire face aux extrêmes droites? », Orange (84).** À partir de 15 h, place Chanoine Sautel. avec Raphaël Amault (LF), Géraldine Boÿer (ÉELV), Roger Martin (PCF), Lucien Stanzione (PS) et Pauline Salingue pour le NPA L'Anticapitaliste

**Dimanche 4 mai, journée d'étude du Centre d'études marxistes « C'est quoi ce travail », Bagnolet (93).** De 9 h à 17 h, au 26, rue Malmaison, métro Gallieni (ligne 3). Avec Christine Poupin, Maud Simonet, Deborah Christmann et Alexis Cuckier. Inscriptions : journeesetudesmarxistes@yahoo.com.

**Lundi 5 mai, mobilisation antiraciste dans le 10<sup>e</sup>, Paris.** Rencontre avec Olivier Esteves, un des auteurs de *La France, tu l'aimes mais tu la quittes*. À 19 h à la Scène du Canal, 116, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

**Mercredi 7 mai, projection du film Rouge, la couleur qui annonce le journal avec Olivier Besancenot et Edwy Plenel, Saint-Denis (93).** À 20 h 15, au cinéma l'Écran, 14, passage de l'Aqueduc.

**Lundi 12 mai, réunion publique du NPA avec Ugo Palheta « Contre Le Pen-Bardella et l'internationale néofasciste, quelle riposte? », Paris 18<sup>e</sup>.** À 19 h 30, à La Terrasse, 73, rue Marcadet. Métro Marcadet.

**Samedi 10 mai, Village antifasciste devant le Panthéon, Paris.** À partir de 11 h, place du Panthéon.

**Samedi 17 mai, Résistance festive du Collectif contre les idées d'extrême droite, Limoges (87).** De 14 h à minuit, à la Maison du Temps libre.

**Samedi 17 mai, 2<sup>e</sup> édition des Quatre heures pour la Palestine, Les Mureaux (78).** De 14 h à 18 h, salle Molière, 101, rue Molière. Entrée libre.

**Lundi 19 mai, soirée-débat du Centre d'études marxistes « Marxisme et écologie » avec Daniel Tanuro, Paris.** À 19 h, au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, métro Oberkampf.

**Samedi 24 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris.** Rendez-vous à partir de 10 h, place des Fêtes dans le 19<sup>e</sup>, puis départ de la manifestation à 14 h 30 en direction du cimetière du Père-Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20<sup>e</sup>.

## INDUSTRIE

# ArcelorMittal: un nouveau carnage social

ArcelorMittal vient d'annoncer le licenciement de plus de 600 salariéEs. En janvier dernier, le patron du groupe indiquait que l'ensemble des sites européens risquaient de fermer laissant présager une mise à mort de la filiale.

Dunkerque, Basse-Indre, Florange, Mardyck, Mouzon, Desvres et Montataire : ArcelorMittal licencie à la chaîne. Des suppressions d'emplois qui font suite à la fermeture de Denain et de Reims en novembre dernier et aux licenciements à Valence et Strasbourg en décembre, portant à près de 800 le nombre de suppression d'emplois en 6 mois.

### Une destruction programmée de la sidérurgie

Les prétextes avancés sont toujours les mêmes : ralentissement de l'activité, coût de l'énergie, baisse de débouchés... Mais malgré ses promesses, ArcelorMittal n'a jamais eu l'objectif d'engager des dividendes pour investir et a laissé délibérément vieillir les appareils de production en continuant de pressurer les travailleurEs. Son désengagement du projet de décarbonation du site de Dunkerque se situe dans cette logique. Ces patrons n'hésitent pas à virer les travailleurEs, sur le dos desquels ils ont cumulé les profits depuis des années, au gré de la conjoncture économique. Dans ce contexte de course accrue à la rentabilité, c'est l'ensemble de la filière qui pourrait être démantelée.



DR

### SalariéEs broyéEs, entreprise gavée!

Pour mettre en œuvre ce carnage social, ArcelorMittal a bénéficié de près de 300 millions d'aides publiques en 2023. Le décarbonage de Dunkerque prévoyait une aide de l'État de 850 millions ! En 2024, l'entreprise a réalisé plus de 1,3 milliard de dollars de bénéfices et a distribué 1,7 milliard de dollars à ses actionnaires. Son PDG est l'un des mieux payés du CAC 40, avec un salaire qui a dépassé les 10 millions d'euros en 2021 ! Ces grands défenseurs du libéralisme qui dénoncent l'intervention de l'État dans l'économie s'en accommodent finalement bien. Le patron du Medef a récemment déclaré que les « aides publiques sont de légitimes compensations compte tenu de

tracas administratifs et du coût du travail ». C'est clair, les aides publiques ne servent pas à créer ou à maintenir l'emploi !

### Engager la bataille contre les licenciements

Il faut une convergence entre les différents sites pour bloquer les projets patronaux de destructions des emplois. Les travailleurEs de la sidérurgie n'ont rien à attendre non plus du gouvernement. En 2012, le refus de Sarkozy de nationaliser même partiellement le site de Florange indiquait que l'État n'était pas prêt à concéder la sacro-sainte propriété privée. Nationalisation ou pas, il faut en premier lieu imposer le maintien de tous les emplois. Le 1<sup>er</sup> Mai sera l'occasion de mettre en lumière cette bataille et plus largement une solidarité de l'ensemble du monde du travail dans une séquence marquée par des licenciements massifs dans l'industrie. Mais pour pérenniser la filière et éviter une intervention des pouvoirs publics sans lendemain, il faudrait réquisitionner les sites, exproprier les actionnaires et imposer la socialisation de l'entreprise sous contrôle démocratique des salariéEs et des populations.

**Sandra Cormier**



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**L'Anticapitaliste.org**

**L'Anticapitaliste** l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
1225-C-93922

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et de  
communication.  
SARL au capital  
de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice  
de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## PALESTINE

# Empêchons Israël de s'armer

Les scènes d'horreur se suivent et se ressemblent: des corps affamés errant au milieu de ruines. Des villages de tentes à perte de vue sans sanitaires, sans hygiène, sans eau et sans nourriture. Israël empêche tout camion humanitaire d'entrer dans Gaza depuis plusieurs semaines.

Des dizaines de morts, des vidéos de carnage, de fosses communes. Israël utilise ses énormes bombes de plus d'une tonne sur des personnes sous tentes. Les vidéos montrent des corps s'envolant dans les airs. Un enfant de 3 ans s'est même retrouvé projeté sur le toit d'un immeuble par le souffle. Israël a admis avoir assassiné les 15 urgentistes après avoir menti. L'armée israélienne a indiqué avoir limogé l'un des responsables de l'escouade qui avait ordonné le tir « par erreur ». Pour mémoire, les corps avaient été retrouvés enterrés par un bulldozer les mains attachées dans le dos.

## Négociations à l'arrêt, et Netanyahu toujours là

Les négociations pour l'arrêt des massacres sont au point mort car Benjamin Netanyahu et son gouvernement ne veulent pas mettre « fin à la guerre ». Le Hamas a pourtant proposé de ne plus gérer Gaza en laissant l'Autorité palestinienne prendre le contrôle, de libérer les otages, de ne plus fabriquer de roquettes tant que la trêve continue et a même évoqué l'hypothèse d'un désarmement sous contrôle. Même dans ces conditions, le massacre continue. Mais Israël ne vise pas que Gaza. Cet État soutient ses colons violents en Cisjordanie, son armée détruit des habitations, des terres agricoles et expulse sans possibilité de retour plusieurs camps de réfugiés. Israël entame des travaux routiers qui, en pratique, couperont la Cisjordanie en deux pour les Palestiniens. Les mêmes colons qui, à Jérusalem, envahissent l'esplanade des mosquées pour harceler les fidèles. Ces mêmes colons qui empêchent également les commémorations chrétiennes lors de la semaine de Pâques à Jérusalem. Benjamin Netanyahu ne veut pas la fin de la guerre. Sa coalition d'extrême droite est fragile et réclame le sang et la colonisation. Benjamin Netanyahu est toujours là malgré les scandales, malgré les massacres, malgré une opposition faible mais existante en Israël. Mais Israël ne veut pas mettre fin à la guerre: car c'est une guerre coloniale pour prendre le contrôle complet de la Palestine et continuer la purification ethnique de ses habitants historiques.

## Organiser toujours la résistance

Il faut que la résistance s'organise. Aux États-Unis, plusieurs associations palestiniennes se joignent à l'appel palestinien pour pousser les syndicats américains à créer une réelle pression pour le 1<sup>er</sup> Mai afin de mettre fin au génocide israélien soutenu par les États-Unis à Gaza. D'ailleurs, les mobilisations ont repris depuis la sidération causée par l'élection de Trump et malgré la répression.

En France, en plus du 1<sup>er</sup> Mai anti-impérialiste, une action est prévue en juin contre le salon du Bourget et les ventes d'armes. Une convergence contre la militarisation de la société mais surtout contre les vendeurs d'armes israéliens. Sans armes le génocide ne peut pas continuer.

Plus proche de nous, la semaine contre la Nakba s'organise, et le 17 mai peut être l'occasion d'une manifestation nationale importante pour dire: Stop au génocide et à la colonisation!

Édouard Soulier

# ÉTATS-UNIS Cent jours dans la salle d'attente du fascisme

Depuis son entrée en fonction il y a 100 jours, Donald Trump s'est employé à détruire ce qu'il y a de libéral et de démocratique dans l'État capitaliste américain et ses systèmes de protection sociale, à supprimer les droits des citoyenNEs et des non-citoyenNEs et à s'attaquer aux institutions de la société civile telles que les universités et les médias.

L'attaque de Trump a choqué, désorienté et déconcerté le peuple américain. La résistance s'est développée, mais elle est encore trop divisée, trop petite et trop faible pour l'arrêter.

## Licenciements et expulsions

Trump domine le Parti républicain qui contrôle non seulement la présidence, mais aussi le Congrès et la Cour suprême. Trump a créé et placé le milliardaire Elon Musk à la tête du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), qui s'est déchaîné sur les ministères et les agences gouvernementales en procédant à des licenciements massifs de centaines de milliers de travailleurs fédéraux et en réduisant le budget des programmes d'aide sociale. Trump a signé 137 décrets, dont beaucoup visent à mettre fin aux programmes de diversité, d'équité et d'inclusion qui luttent contre le racisme. Les mesures prises par Trump, Musk et d'autres sont trop nombreuses pour être énumérées, c'est pourquoi nous ne nous intéresserons qu'à quelques domaines.

Trump et son équipe chargée de l'immigration, Stephen Miller et Tom Homan, accélèrent les déportations massives d'immigrés. En août, l'administration Trump mettra fin au statut de protection temporaire (TPS) qui donne le droit de vivre et de travailler aux États-Unis à 800 000 immigrés de 16 pays. Ils devront quitter le pays sous peine d'être expulsés vers Haïti, l'Ukraine ou tout autre pays dont ils sont originaires.



L'objectif ultime de Donald Trump est d'expulser 11 millions d'immigrés sans-papiers et il est prêt à le faire en vertu d'une loi de 1798 connue sous le nom d'« Alien Enemies Act » (loi sur les ennemis étrangers), qui permet au président d'expulser les immigrés sans audience judiciaire. Des centaines d'immigrés ont été rassemblés en violation de la Constitution et sans procédure régulière, puis déportés et emprisonnés au Salvador. Trump a déclaré qu'il était également prêt à déporter des citoyens américains de la même manière.

## 900 cas de rougeole dans 29 États

Trump et son secrétaire à la santé Robert F. Kennedy Jr. ont mis la hache dans les deux plus importantes institutions gouvernementales de santé publique aux États-Unis: les Centres de

contrôle des maladies (CDC) et les Instituts nationaux de la santé (NIH). Ils prévoient de réduire le nombre d'employés du CDC de 82000 à 62000. Au NIH, 1200 personnes sont licenciées et 30 000 scientifiques ont vu leur financement de recherche interrompu brutalement. Enfin, 2,7 milliards de dollars seront supprimés des subventions de recherche.

Kennedy, qui a encouragé les théories du complot, est un anti-vax qui doit aujourd'hui faire face à la plus grande épidémie de rougeole depuis des décennies. En 2000, les États-Unis avaient déclaré que, grâce à la vaccination, la rougeole avait été éliminée, mais aujourd'hui, à cause des anti-vax qui refusent de vacciner leurs enfants, on dénombre près de 900 cas de rougeole dans 29 États, dont deux enfants et un adulte décédés. Nous risquons une épidémie nationale.

# UKRAÏNE Non au projet russo-étatsunien d'annexion de l'Ukraine!

Le couperet est tombé la semaine passée: les USA ont fait connaître leur proposition définitive pour « résoudre » l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En cas de refus, ils se retireront des négociations — comprendre: ils stopperont le soutien militaire à l'Ukraine.

sions sur les garanties de sécurité en cas de nouvelle agression: l'assouplissement des sanctions devra se faire postérieurement à un véritable accord de paix.

En réaction, Trump s'est emporté contre Zelensky, en déclarant notamment qu'il « peut avoir la paix ou se battre pendant encore trois ans avant de perdre tout le pays ». Tandis que les bombardements contre les habitations et les installations civiles des villes ukrainiennes sont incessants depuis le début du processus de négociation, la pression sur l'Ukraine est à son comble. Dimanche dernier, le secrétaire d'État américain Marco Rubio annonçait que le retrait des États-Unis ou la signature d'un accord serait acté dans la semaine.

## Le retrait étatsunien, et après?

Si la signature d'un accord ne peut être écartée, elle reste fortement hypothétique. L'absence de position claire du gouvernement russe dans la séquence laisse à penser

qu'il va continuer de pousser son avantage en misant sur un désengagement militaire étatsunien. Du côté ukrainien, tout dépendra de la capacité à continuer à résister, et donc à pouvoir s'appuyer sur les États européens solidaires de l'Ukraine.

Si l'on veut éviter le scénario du pire, à savoir la défaite de l'Ukraine et le renforcement du néofascisme russe, la solidarité internationale doit être plus forte que jamais. Pour notre part, avec nos camarades sur place et l'Ukraine qui résiste, nous continuerons de défendre: « Le départ des troupes russes. Pas d'annexions. La liberté de déterminer notre avenir sans pression extérieure. Le droit au retour. Des négociations sous contrôle démocratique. Ce ne sont pas des formules magiques. Elles ne se matérialiseront pas d'elles-mêmes. »<sup>1</sup>

Gin et Elias Vola

1 - Extrait de l'intervention d'Oleksandr Kyselov, membre de Sotsialnyi Rukh en Ukraine, au congrès de mars 2025 de la IV<sup>e</sup> Internationale.



# L'histoire du 1<sup>er</sup> Mai : De la lutte pour les huit heures de travail à la journée de solidarité internationale

*La signification politique de cette journée du 1<sup>er</sup> Mai a beaucoup évolué depuis sa création. Au départ conçue pour imposer la journée de 8 heures de travail par la grève et les manifestations, elle menace la bourgeoisie et le patronat qui combattent violemment toute dynamique de grève générale. Cette journée prend une autre signification à partir des années 1930, plus politique, en réponse aux questions cruciales du moment, tout en exprimant la solidarité internationale. Par Patrick Le Moal.*

**D**iscutée dès 1864 au sein de l'AIT<sup>1</sup>, les grèves imposent la journée de 8 heures en 1866 aux États-Unis dans « les établissements de la République ». En 1884, une convention des syndicats américains décide d'imposer qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai 1886, nul ouvrier ne travaillera plus de 8 heures par jour. À cette date, soit les patrons les accordent, soit c'est la grève. Pendant la préparation, se déroulent d'immenses manifestations.

### Chicago, 1886

Le 1<sup>er</sup> mai 1886, 5 000 grèves éclatent avec 340 000 grévistes. Maurice Dommanget dans son livre *Histoire du 1<sup>er</sup> Mai* estime que 125 000 ouvrierEs obtiennent les 8 heures dès ce jour, 200 000 de plus dans le mois qui suit, et que la durée journalière de travail diminue pour des millions d'autres. Le mouvement est sévèrement réprimé. À Milwaukee, la police tue 9 grévistes. À Chicago, lors d'affrontements à l'usine McCormick entre ouvriers lock-outés et jaunes, la fusillade des détectives armés de Pinkerton et des policiers fait 6 morts et une cinquantaine de blessés. Le lendemain, lors du meeting de protestation, place du marché au foin (Haymarket), la foule est dispersée violemment par les policiers, dans les rangs desquels une bombe est lancée, en tuant 8, et en blessant des dizaines. La fusillade policière est plus terrible, Chicago est mis en état de siège, et trois mois après les accusés sont condamnés à mort. Leur pendaison en 1887 a un retentissement international<sup>2</sup>.

### Des journées internationales de mobilisation à partir de 1890

Un an après, en 1888, en France, le congrès syndical de Bordeaux décide une manifestation pour les 8 heures le 24 février 1889, jour anniversaire de la révolution de 1848. Elle a un énorme succès et un grand retentissement. C'est alors qu'est avancée l'idée d'organiser une grande manifestation internationale à date fixe, pour mettre en

## Pour imposer les « 8 heures » !

*Au 19<sup>e</sup> siècle, alors que beaucoup d'ouvrierEs travaillent plus de 14 heures par jour, le mouvement ouvrier international s'unifie autour de la revendication des 8 heures de travail.*



demeure les gouvernements de réduire à 8 heures la journée de travail. Le Congrès international ouvrier de Paris de 1889 adopte cette date en référence au 1<sup>er</sup> Mai américain. À partir de 1890, la préparation de la manifestation internationale mobilise tout le mouvement ouvrier. En 1890, il y eut 138 manifestations en France, parfois sévèrement réprimées, et des manifestations impressionnantes dans les pays européens industrialisés. En 1891,

sont tués, 80 sont blessés. Le retentissement de ce massacre est considérable. Durant les années suivantes, la mobilisation n'est plus du même niveau en France.

La manifestation de 1906 est marquée par la montée des grèves qui suit la catastrophe de Courrières, qui a fait près de 1100 morts. Lors des obsèques, la foule scande « Vive la révolution ! Vive la grève ! » Le lendemain, les mineurs du Nord enclenchent une grève de six semaines, avec la revendication : « huit francs, huit heures ». Clemenceau, alors président du Conseil, envoie des dizaines de milliers de soldats. Cela contribue à donner une nouvelle ampleur aux grèves qui éclatent un peu partout à l'approche du 1<sup>er</sup> Mai. L'inquiétude monte chez les bourgeois, à tel point qu'est votée la loi sur le repos hebdomadaire. Mais la répression limite les 1<sup>er</sup> Mai suivants, et l'entrée en guerre, avec l'adhésion à l'union sacrée des directions socialistes et de la CGT, les transforment en meetings.

À la fin de la guerre, le pouvoir français, face à la montée du mouvement ouvrier radicalisé par la révolution russe, adopte en avril 1919 la loi de la journée de 8 heures, et le traité de Versailles<sup>3</sup> prévoit explicitement la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures.

- 1 - Association internationale des travailleurs, autrement appelée la Première Internationale.
- 2 - Ils seront réhabilités en 1893.
- 3 - Traité de paix entre l'Allemagne et les alliés.



## Pour la solidarité internationale!

*Après une immense mobilisation en 1920, les 1<sup>er</sup> Mai suivants, alors que la revendication des 8 heures n'est plus en jeu, sont marqués par la division syndicale<sup>4</sup>, puis par la crise économique et la montée fasciste.*

**D**ès sa prise du pouvoir en 1933, Hitler se débarrasse du caractère de lutte de classe de cette journée en faisant du 1<sup>er</sup> Mai une fête légale : la Journée nationale du travail, avec une parade fasciste.

### Des « trois huit » au muguet, les symboles changent, le 1<sup>er</sup> Mai aussi

En France, face au coup de force fasciste du 6 février 1934 se réalise l'unité de toutes les organisations ouvrières qui s'exprime massivement alors, tant dans des manifestations du 14 Juillet, notamment celle de 1935, que le 1<sup>er</sup> Mai.

Les insignes portés à cette occasion symbolisent l'évolution du rôle politique du 1<sup>er</sup> Mai. En 1890, les manifestantEs portent à la boutonnière un petit triangle rouge, symbole de la division harmonieuse de la journée en « trois huit » : travail, sommeil, loisir. L'églantine rouge le supplante vite, et dans les années 1930, le muguet, la fleur traditionnelle du printemps et de l'amour, apparaît et la remplace, même si des manifestantEs arborent en 1936 du muguet tressé de rouge. Face à l'approche de la guerre, les 1<sup>er</sup> Mai suivants sont enfouis « dans les plis du drapeau tricolore »<sup>5</sup>.

### De 1954 à 1968, la chape de plomb coloniale

Dans la France occupée, Pétain dissout la CGT et pour capter la journée des travailleurs, crée un jour férié le 1<sup>er</sup> Mai<sup>6</sup> comme « Fête du travail et de la concorde sociale ».

Il faut attendre le 1<sup>er</sup> Mai 1945 pour retrouver la tradition ouvrière, qui alors devient un enjeu politique. La CGT appelle celui de 1946 « 1<sup>er</sup> Mai de la renaissance française » avec un cortège de chars, une sorte de carnaval.

Les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai et du 14 Juillet continuent jusqu'en 1953, année où le défilé parisien du 14 Juillet, organisé par le PCF et la CGT pour célébrer « les valeurs de la République » inclut plus de 6 000 manifestantEs menés par le parti nationaliste algérien MTLD<sup>7</sup>. À l'arrivée place de la Nation, la police tire sur ce cortège, faisant 7 morts et des dizaines de blessés. À la suite de ce massacre, la France coloniale, puis celle du coup d'État de De Gaulle de 1958, interdit les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai et du 14 Juillet... jusqu'au défilé du 1<sup>er</sup> Mai 1968.

4 - Après la scission en 1920 de la CGT en CGT et CGTU (dirigée par le Parti communiste).

5 - Cité par Maurice Dommanget, *Le réveil syndicaliste* n°33.

6 - Confirmé comme jour férié en 1947.

7 - Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, dont le dirigeant le plus connu était Messali Hadj.



*l'Humanité* du 2 mai 1906. DR

## En bref

**Paris. Montsouris vivra!** Le 19 mars, une réunion publique a réuni 50 personnes en défense de l'Institut mutualiste Montsouris (IMM) avec le député du quartier (Rodrigo Arenas, NFP-LFI), la maire du 14<sup>e</sup> arrondissement, l'Union locale CGT du 14<sup>e</sup> et le comité de défense des services publics du 13<sup>e</sup>. L'IMM est un hôpital privé à but non lucratif d'origine mutualiste localisé à Paris 14<sup>e</sup>. Pôle d'excellence médicale, il offre son expertise à toutes les patientEs, quels qu'ils soient, à égalité et sans dépassement d'honoraires (secteur 1). Les mutuelles (MGEN et Matmut) qui le gèrent ont décidé de se désengager tandis que l'ARS décidait de ne plus verser la subvention annuelle d'équilibre (dont bénéficient tous les hôpitaux). Le ministère de la Santé refuse de rétablir les conditions financières et immobilières d'un retour à l'équilibre. Dans ces conditions de cessation de paiement un appel à repreneur a été lancé par l'administrateur judiciaire avec dépouillement le 16 mai. Fort de 8 000 signatures d'une pétition, un collectif «IMM vivra» se constitue et a tenu une réunion le 9 avril avec Rodrigo Arenas, la CGT 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>, des habitantEs, patientEs et salariéEs de l'IMM. Il s'agit d'agir à tous les niveaux, de favoriser les interventions d'élus et d'organiser la mobilisation des habitantEs des arrondissements (et au-delà, de tout Paris et des communes voisines) avec le soutien de toutes les organisations syndicales, politiques, associatives qui partagent ses revendications face à l'État: Garder l'IMM avec tous ses emplois, ses spécialités; maintenir en secteur 1 (sans dépassement d'honoraires); rétablir la subvention annuelle d'équilibre; reprendre la dette immobilière. Bien entendu les comités NPA des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements s'y engagent et prennent toute leur place avec le collectif «IMM vivra». collectifimmvivra@gmail.com

**Correspondant**

**Saint-Denis. La jeunesse est dans la rue.** Après un rassemblement appelée par l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, SANPT et SNUTER-FSU) le 16 avril, ce sont les jeunes des quartiers concernés qui se sont mobilisés contre les attaques de la municipalité et du maire M. Hanotin, jeudi 24 avril. Elles et ils étaient en nombre devant la mairie, soutenuEs par l'intersyndicale et les réseaux militants de la ville autour de leur banderole «Non à la réorganisation, Non à la mutualisation et Non à la fermeture des espaces jeunesse» et pour affirmer à pleins poumons «Hanotin, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue»! Cette mobilisation est porteuse d'un bel espoir de réussir à faire cesser la politique de cette municipalité et ses projets: démanteler le service jeunesse existant qui fonctionne avec des jeunes animateurs et animatrices mais aussi des responsables d'antennes jeunesse elleux-mêmes issus du territoire; mettre fin à des antennes au plus près des jeunes. Le projet municipal est de fermer des antennes pour constituer des «pôles jeunesse» (3 au lieu des 14 antennes actuelles) d'autant plus facilement contrôlables qu'ils seront beaucoup moins fréquentés par les jeunes. Les débuts de mise en œuvre devraient pourtant être dissuasifs. En septembre 2022, c'est l'antenne du centre-ville qui a été fermée et «mutualisée» dans un autre quartier. Résultats les jeunes du centre-ville n'y vont pas et on a vu remonter des tensions inter-quartiers qui ont abouti à des déscolarisations ou changements d'établissement en urgence à l'hiver 2023-24. Si les enquêtes n'ont pas abouti à ce jour, deux jeunes, un collégien de 14 ans (du centre-ville) et un lycéen de 18 ans (de La Plaine) ont été assassinés dans cette période. Deux projets se font face. Celui technocratique de M. Hanotin imprégné de défiance et de mépris pour la jeunesse et les salariéEs, face à celui de cette jeunesse qui exprime de plus en plus clairement ses besoins et sa volonté de les concrétiser par et pour elle-même.

**CorrespondantEs**

# Une nouvelle réforme des concours

ÉDUCATION NATIONALE

*Le gouvernement a publié un décret le 19 avril 2025 sur les concours de recrutement des professeurEs. Ce décret entérine le retour des concours à bac+3, mais laisse planer une série de doutes et d'inquiétudes, surtout avec le budget d'austérité actuel.*

Il aura fallu 15 ans pour que le gouvernement se rende compte de l'impasse que représentait la mastérisation des concours (c'est-à-dire le passage des concours à bac+5), dont la principale conséquence a été la baisse drastique du nombre de candidatEs. Tout le monde s'entend pour dire qu'il manque des professeurEs dans chaque établissement en France. La mastérisation n'est pas la seule responsable de cet état de fait<sup>1</sup>. La baisse des salaires est abyssale: de 2,3 à 1,2 fois le SMIC entre 1980 et 2020, soit la moitié de leur pouvoir d'achat. Ce qui fait des enseignantEs françaisEs les enseignantEs parmi les plus diplômés et parmi les moins bien payés de l'Union européenne. Sans parler de la dévalorisation sociale, de l'augmentation des effectifs de classe et de la hausse du travail administratif qui détériorent les conditions de travail, abîment la santé des personnels, voire les conduisent jusqu'au suicide.

## Un concours à bac+3 et des emmerdes en plus

Le gouvernement aurait-il fini par écouter la souffrance des enseignantEs, les heures d'école perdues par les jeunes et les incompréhensions des parents? Il n'en est rien. C'est un coup de communication de Bayrou, qui s'inscrit pleinement dans les décisions par en-haut. Pour les professeurEs des écoles, une nouvelle licence doit être créée. Aucune université n'a pu l'anticiper, ce qui fait craindre une formation au rabais qui déshabille les

autres formations du supérieur, puisque la mise en œuvre est à budget constant, voire en baisse. Bref, rien n'est prêt mais l'intendance suivra... ou pas. En outre, le ministère de l'Éducation nationale-employeur souhaite reprendre la main sur le contenu pédagogique enseigné aux profs-en-devenir. Ce qui représente une caporalisation du métier, loin de l'autonomie pédagogique de chacunE. Les futurEs enseignantEs passeront leurs concours après la licence et deviendront en master 1 des «élèves stagiaires» payés 1400 euros par mois, puis en master 2 des «professeurs stagiaires» (à 1800 euros) sans exclure que ces stagiaires aient des classes à temps plein. Une belle économie, étant donné qu'aujourd'hui, un enseignant débute autour de 2000 euros. Voilà l'objectif réel du gouvernement: continuer à raboter les services publics pour les patrons et l'économie de guerre.

## Une autre école est indispensable

Il est risible de penser que la réforme des concours va avoir un impact sur la crise actuelle de l'école, où chaque jour apporte un nouveau lot de violence scolaire, que ce soit celle des adultes sur les enfants ou celle des jeunes. Nous défendons une école émancipatrice où chacunE trouvera son chemin, dans un cadre collectif bienveillant. Cela suppose une formation importante des enseignantEs, non seulement dans sa (ou ses)

disciplines, mais également en pédagogie, en psychologie des enfants et en sociologie. Vaste programme, qui demande du temps et donc une formation universitaire rémunérée à plein temps.

## Des luttes pour gagner!

Rien ne viendra «tout cuit» du gouvernement. Au contraire, il faudra nous battre pour une autre école et une autre société. Dans ce sens, les organisations syndicales CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent à une journée de grève le 13 mai pour la défense des services publics, une augmentation des salaires et l'égalité salariale. Nous devons inscrire la défense d'une école émancipatrice et la formation des enseignantEs dans ce cadre et nous organiser pour que cette grève ne se limite pas à une seule journée, mais débouche sur une mobilisation d'ampleur de l'ensemble des secteurs publics.

## Commission Éducation nationale

1 - Raphaël Alberto, «Peut-on encore être prof en 2023?», revue *l'Anticapitaliste* n°149, septembre 2023.

## À lire sur le site



**Caen. Les personnels de laboratoire du CHU en grève**



**Saint-Denis. Des femmes à la rue**

## DÉSERTS MÉDICAUX

# Vite, un service public de santé de proximité!

*Plus de 6 millions de personnes, dont 650 000 patientEs en affection de longue durée, sont privées de médecin traitant. 87% des territoires sont en situation de pénurie médicale. La médecine libérale est à bout de souffle face aux pathologies chroniques, au vieillissement de la population, aux inégalités sociales de santé.*

Former plus et mieux des médecins, pour un service public de santé de proximité, partout sur le territoire, voilà ce qu'une gauche de rupture devrait porter dans ce débat où fleurissent les fausses solutions. Les déserts médicaux sont des déserts tout court! Une solution efficace doit donc combiner retour des services publics, du travail, de la culture sur tous les territoires; mise en place d'un service public de santé de proximité, en commençant par les déserts médicaux; et réforme des études médicales pour former 16 000 médecins par an, au plus près des territoires, car toutes les études montrent qu'on s'installe là où on se forme et on vit.

## Le plan Bayrou, même pas efficace

Pour désamorcer la grève des internes contre la loi Garot, Bayrou dégage un nouveau plan: deux jours par mois dans les déserts pour les médecins des zones sursendues. «Médecins solidaires» organise depuis longtemps l'envoi pendant une semaine de volontaires dans ces déserts médicaux. Bravo! Mais



comment trouver des remplaçantEs? On ne forme pas assez de médecins! Beaucoup choisiront de payer les pénalités plutôt que d'abandonner leur cabinet surchargé. Pas à la hauteur. 86% des FrançaisEs sont favorables à une régulation de l'installation. Mais une meilleure répartition de la pénurie, indispensable, ne suffira pas. D'autant que la loi transpartisane Garot, de LFI aux LR, est bien timide. C'est seulement sur 13% du territoire, les plus dotés, qu'il faudra

l'accord de l'ARS pour s'installer. Sauf si on remplace un médecin qui part à la retraite, le cas le plus fréquent. Un changement à la marge qui fait bondir les syndicats médicaux ultra-libéraux et le Conseil de l'Ordre. À noter que le RN «défenseur de la ruralité» a voté contre toute régulation de l'installation.

## Faire alliance autour de la fin de la médecine libérale

Faute de proposer un autre mode d'exercice, cette loi jette dans les

bras des libéraux une jeune génération qui n'y voit qu'aggravation des 11 années d'exploitation qu'elle subit: un concours et une formation maltraitante, un salaire étudiant moyen à 400 euros, des gardes à 54 euros, une semaine moyenne de 58,4 heures pour les internes, l'allongement à 4 ans des études de médecine générale sans projet de formation. Avec 24% d'entre eux et elles qui ont des idées suicidaires. Non, les internes ne sont pas des enfants gâtés qui refusent la lutte contre les déserts médicaux.

Pour la gauche, il aurait fallu bâtir avec eux une alliance autour du droit à la santé pour touTEs, partout, qui inclut une régulation de l'installation et la fin de la médecine libérale, en échange d'une amélioration immédiate des conditions de formation et de vie des internes, et la promesse d'un investissement massif dans une nouvelle forme de médecine de proximité, avec du temps pour vivre et soigner. Un chemin étroit, mais indispensable, avec pour horizon un service public de santé de proximité, pluridisciplinaire, prenant en charge le soin, la prévention comme une priorité, les petites urgences. Un lieu de formation des internes sur tous les territoires, à l'opposé de la formation centrée sur le CHU. Un service public de santé qui épargne du temps médical, avec la fin de nombreuses tâches administratives et un travail en équipe, en lien avec l'hôpital public, financé et géré démocratiquement par une Sécu reconquise, avec un 100% sécu assurant la gratuité des soins.

**Commission santé sécurité sociale**

## En bref

### NPA 45 Orléans en réunion publique.

Une réunion publique avec Aurore Koechlin et Manon Boltansky, membres de la direction nationale du NPA-A, était pour le NPA 45 l'occasion de présenter l'analyse de la situation et les réponses politiques aux multiples crises du capitalisme pourrissant.

Une bonne trentaine de personnes étaient présentes, représentant de la diversité du mouvement social : militantes féministes ou de la solidarité avec le peuple palestinien, camarades de La France insoumise ou militantes antifascistes...

Notre camarade a d'abord dressé le panorama politique et social d'Orléans et du Loiret : menaces sur l'emploi à Hutchinson et Sanofi ; actes racistes en hausse (dégradation de la plaque d'Olga Koch à Beaune-la-Rolande, incendie de la mosquée de Jargeau et agression du rabbin d'Orléans, etc.). Elle a présenté l'activité locale du comité.



NPA-L'ANTICAPITALISTE

Manon Boltansky est notamment revenue sur le budget d'austérité de Bayrou. Elle a évoqué le génocide à Gaza et a montré en quoi la résistance du peuple ukrainien devait être soutenue. Enfin, elle a évoqué l'internationale fasciste en construction, de Trump à Orbán en passant par Milei, et l'urgence de s'organiser contre elle.

Aurore Koechlin a illustré la situation de polarisation entre les deux projets de société opposés en s'appuyant sur les questions de genre, et la course de vitesse entre l'extrême droite et nous. Ainsi, elle a expliqué comment le mouvement féministe affronte l'extrême droite et sa volonté d'imposer un ordre patriarcal, sexiste, LGBTIphobe. Elle a montré à quel point cela pouvait nous servir de point d'appui, et comment notre combat contre le capitalisme implique la lutte contre le sexisme, le racisme, les LGBTIphobies... Enfin, elle a développé notre orientation, unitaire et révolutionnaire.

Dans le débat qui a suivi ont notamment été évoqués la construction de l'unité entre partis et syndicats, la crise du NFP et le rôle de Macron dans la fascisation du pays, le besoin de liens internationaux... Il a également permis d'ouvrir de premières discussions avec la FI sur les élections municipales : union de la gauche ou liste du mouvement social ? programme de gestion ou de rupture dans un contexte d'austérité ?

Cette belle réunion publique était un prélude à un 1<sup>er</sup> Mai dans lequel nous animerons un cortège unitaire, anticapitaliste et internationaliste.

NPA 45

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche,  
27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>,  
M<sup>o</sup> Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44

contact@la-breche.com

## Vie du NPA l'Anticapitaliste

### ANTICOLONIALISME Le collectif Solidarité Kanaky bat son plein au meeting à Lille

Organisé par Survie Nord, le NPA-A Lille et l'Atelier d'histoire critique, le meeting en solidarité à la lutte du peuple kanak qui s'est tenu à la Bourse de travail de Lille le 26 avril dernier a rassemblé plus d'une centaine de personnes dont de nombreuses familles et jeunes kanak.

Une délégation de plusieurs militantEs issuEs du FLNKS (Front de libération national socialiste), du MKF (Mouvement kanak en France) et de l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE) a livré au public un témoignage précieux de l'expérience coloniale et de l'actualité de la résistance face au processus de recolonisation mené par l'État français.

#### L'État français revient sur le processus de décolonisation

Benoît Godin de l'association Survie a ouvert le meeting avec un éclairage sur l'histoire coloniale de la Kanaky : une colonie de peuplement, selon les organisations internationales comme l'ONU et les Kanak eux-mêmes qui la subissent depuis bientôt deux siècles. La population autochtone constitue aujourd'hui 40 % de la population globale et se retrouve en minorité. L'État français a décidé de mettre à mal le processus de décolonisation en imposant la tenue du troisième référendum en pleine crise du covid, contre la volonté d'une majorité des Kanak qui ont massivement refusé de participer au vote. La France poursuit sa violence coloniale en réprimant durement la révolte légitime des Kanak en avril-mai 2024, en blo-



NPA-L'ANTICAPITALISTE

quant l'accès aux moyens de communication de la jeunesse, en déportant les militantEs politiques dans la métropole pour briser le mouvement.

#### « Il n'y a pas de démocratie dans une colonie »

Daniel Wéa du MKF explique l'importance du travail militant assuré par son mouvement et visant à transmettre aux jeunes générations l'histoire de la lutte de leurs ancêtres afin de poursuivre le combat.

Frédérique Muliava, militante UC-FLNKS faisant partie des sept prisonnierEs politiques kanak déportéEs en France en juin 2024, est aujourd'hui sous contrôle judiciaire, bloquée dans l'Hexagone. Encore bouleversée par son expérience, elle raconte les conditions très dures de sa garde à vue et de la détention

dans les prisons françaises. Elle revient sur la loi constitutionnelle de mai 2024 qui enterme les accords de Nouméa en jugeant que le processus serait parvenu à son terme. Cela n'est pas la position des militantEs kanak : « les accords de Nouméa ne sont pas finis », dit-elle. C'est pour cela qu'avec la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), les Kanak ont organisé des mobilisations pacifiques dans tout le pays en réclamant la pleine souveraineté économique et politique.

#### Les inégalités sociales et économiques comme déclencheur de la révolte

Mina Kherfi, représentante en France de l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE) explique qu'un Kanak sur deux aujourd'hui est au chômage. Les Kanak sont les

plus discriminéEs dans l'accès à l'emploi, au logement et aux loisirs. La loi qui aurait dû permettre de protéger les emplois calédoniens, notamment ceux des jeunes kanak et des calédonienNEs installéEs dans le pays depuis longtemps, est volontairement détournée par le patronat, majoritairement métropolitain. Cela est confirmé aussi par l'intervention de Iabe Lapaca, militant du MKF, qui explique que « les jeunes résidant dans les quartiers défavorisés qui se trouvaient dans les barrages en mai 2024 sont les oubliéEs du développement économique des 40 dernières années ».

#### La recolonisation de la Kanaky ne se fera pas en notre nom !

Le NPA-A Lille clôture les interventions et encourage tout le monde à s'engager dans le collectif Solidarité Kanaky afin de soutenir concrètement la lutte pour l'indépendance du peuple kanak. Si la question de la Kanaky est structurante dans l'impérialisme français, la colonisation est aussi un instrument politique redoutable pour contrôler, exploiter et réprimer à l'intérieur du pays colonial. Si nous cautionnons la répression de la jeunesse kanak qui se révolte contre le processus de recolonisation et contre les inégalités, nous serons plus dociles et à même d'accepter la répression d'État et le cours autoritaire dans notre pays. La recolonisation de la Kanaky ne se fera pas en notre nom !

Hélène Marra

## LES NÔTRES Olivier Martin, dit Olive

Olivier Martin, plus connu comme « Olive », est parti le samedi 26 avril après quinze ans de lutte contre une sale maladie pour rester à nos côtés.



DR

trésorier de la LCR. Très impliqué dans nos actions de solidarité avec les militantEs Kanak, il participe régulièrement à l'accueil et la protection de Jean-Marie Tjibaou lors de ses passages en France.

À partir de 1980, Olive est éducateur à la Protection judiciaire de la jeunesse. En 1988, il s'investit fortement avec ses amiEs, Hélène Adam, Christophe Aguiton, François Coustal dans la campagne présidentielle pour la candidature de Pierre Juquin. À la fin de cette campagne, à l'occasion d'un débat difficile après des résultats décevants, ils créent un regroupement, « le groupe de travail ». En 1990, il participe à la création de

Ras l'Front et contribue à aider les camarades de Toulouse pour la sortie du disque « Motivés » du groupe Zebda.

En 2002, sous le choc du FN au 2<sup>e</sup> tour de la présidentielle et pour donner un sens au score d'Olivier Besancenot, Olive et François Coustal convainquent le BP d'appeler à une manif anti-FN, et de transformer le second tour en un référendum anti-Le Pen. Les années qui suivent sont un cheminement vers la création du NPA, tentative de réaliser le mouvement politique large qu'avec ses camarades du « groupe de travail » ils avaient proposé quelques années auparavant. La place prise par

certains courants sectaires dans le NPA amène Olive à tirer un bilan d'échec et, avec d'autres camarades, à se lancer dans une nouvelle démarche avec la création de la Gauche alternative puis d'Ensemble, d'intégrer le Front de Gauche, et enfin de créer la GES (Gauche écosocialiste). Puis, la maladie s'est installée sournoisement. Ce fut le dernier combat pour la vie : 15 ans, avec à ses côtés Zizou, sa compagne, qui a contribué à ce que cette fin de vie soit plus heureuse et plus douce. Quelques jours avant la fin, Olive m'a dit doucement : « Tu te rappelles ce qu'on pensait à nos débuts, on voulait un monde meilleur qui semblait à notre portée, et on se retrouve avec la possibilité du pire. » Je crois qu'il enrageait qu'on ne puisse plus avoir le temps de construire ensemble un mouvement de résistance le plus large possible pour que le pire n'arrive pas. Adieu mon copain, mon ami, mon camarade ! No pasarán.

Alain Cyrulnik

Pour lire la version intégrale :

<https://lanticapitaliste.org/opinions/vie-du-npa/olivier-martin-dit-olive>

Un hommage sera rendu à Olive lundi 5 mai 2025 à 15h30 au Père-Lachaise.

## TRAVAIL ET POLITIQUE « Une librairie “wokiste”, c’est une belle manière de continuer la politique »

**Entretien.** Début avril, la presse a annoncé que **Philippe Poutou** et sa compagne, **Béatrice Walylo**, reprenaient la librairie **Les 400 coups**, à Bordeaux. *L'Anticapitaliste* a voulu en savoir plus.

**Comment ce projet de librairie qui ouvre le vendredi 2 mai a-t-il mûri ?**

C'est un gros coup de bol. Nous participions en décembre dernier à une rencontre sur la révolte en Kanaky dans une librairie du centre-ville de Bordeaux que nous ne connaissions pas. À la fin de la rencontre, nous avons discuté avec la très sympathique libraire, Isabelle, qui nous annonce qu'elle part à la retraite le 1<sup>er</sup> avril. C'est seulement quelques jours après, en revenant pour acheter des cadeaux de Noël, qu'on en reparle et que ça tilte dans nos têtes. Comme c'est une toute petite librairie (30 m<sup>2</sup>) avec un petit chiffre d'affaires, le fonds de commerce qui est proportionnel, nous apparaissait accessible. Et voilà, c'est ainsi qu'a commencé l'aventure. Depuis on ne pense qu'à ça, on ne fait que ça... ou presque. On a eu quelques petites angoisses, on ne savait pas du tout comment allait se dérouler la suite : payer les services d'un cabinet comptable et de notaires, négocier avec la banque, contacter la jungle du monde des livres (plateforme logistique, distributeurs, diffuseurs, maisons d'édition, ouvrir des comptes...). Nous avons aussi commencé à faire connaissance avec le milieu des libraires, globalement très accueillant et coopératif. Des libraires comme à Rennes (La nuit des temps) ou à La Souterraine (L'apothicaire) se sont montrés disponibles pour nous aider et conseiller. Et bien sûr nos amiEs de Libertalia qui nous ont soutenuEs dans ce projet et qui ont contribué à notre petite formation. Heureusement, car on part de très loin. C'est simple on n'y connaît rien.

**Début avril, le Figaro titrait ainsi : « Philippe Poutou ouvre une librairie à Bordeaux et se retirera bientôt de la politique ». Que pensez-vous de cette conception de la politique... et du travail ?**

Nous avons été surpris par l'écho médiatique relativement important. Il faut préciser que nous avons refusé toutes les interviews, des journalistes locaux ou nationaux, à part celle d'Anne Crignon, journaliste au *Nouvel Obs* que nous connaissons et apprécions notamment pour son très bon récit sur la grève des sardinières de Douarnenez en 1924 (*Une belle grève de femmes* aux éditions Libertalia). Dans les articles des médias, il y avait de la surprise, de la curiosité mais aussi des remarques ironiques, mêlées d'hostilité comme au *JDD* ou au *Figaro*. C'est rigolo de les voir ainsi ne pas pouvoir s'empêcher de dénigrer en présentant Philippe comme le type qui devient patron, quasi gros-capitaliste, sous-entendu qui renierait ses idées luttés de classes. Cette presse développe l'idée qu'en devenant libraire, on abandonnerait la vie politique. Bizarre comme conception ! Comme si nous n'étions pas depuis toujours militantEs politiques, tout en bossant par ailleurs (ouvrier chez Ford, professeur des écoles). En fait, eux voient la



DR

politique comme un métier : on y fait carrière, on en vit. C'est vrai que c'est la pratique des éluEs qui deviennent politiques professionnels, mais ce n'est pas notre cas. Par contre, nous allons pouvoir allier vie professionnelle et vie militante, puisque nous allons pouvoir contribuer à la défense, à la circulation des idées anticapitalistes, des luttes féministes et LGBTI, antiracistes, anticoloniales, écologistes, des combats contre toutes les formes d'oppression ou de domination. En vrai, une librairie « wokiste », c'est une belle manière de continuer la politique.

**La politique, ce n'est pas seulement être éluE. Vous êtes d'accord ?**

Pour beaucoup, ne pas être candidatE à une élection, ou ne plus être éluE, ne plus participer au jeu institutionnel et au calendrier électoral, c'est ne plus faire de politique. Alors que pour nous faire de la politique, militer, c'est sur le terrain des luttes, dans les manifestations, dans la rue, sur les places, les ronds-points ou encore autour des bassines ou bien aux frontières pour la liberté de circulation.

**Militer, c'est sur le terrain des luttes, dans les manifestations, dans la rue, sur les places, les ronds-points ou encore autour des bassines ou bien aux frontières pour la liberté de circulation**

Nous allons ajouter comme lieu de pratique politique, la librairie. À côté, nous avons nos activités municipales et métropolitaines (Philippe en tant qu'élu, Béatrice en tant que collaboratrice) pendant près d'un an encore. Cela ne sera pas simple, mais avec notre petite équipe, nous allons batailler jusqu'au bout dans ces enceintes institutionnelles, si peu démocratiques, si peu faites pour nous. Nous pouvons y faire entendre la dénonciation des inégalités et injustices sociales ; nous y faisons exister notre camp social, celui des opprimés, des dominés. On peut se le dire, nous continuerons à militer, lutter, résister, de la manière que nous pourrons, le mieux possible.

**Par ailleurs, Philippe, tu continues d'être militant, de te déplacer dans des meetings, des rencontres et des manifestations...**

Oui, d'ailleurs nous le faisons souvent à deux, même si c'est souvent compliqué de pouvoir se déplacer avec toutes les contraintes du quotidien. Nous allons notamment retrouver les camarades de l'Aude pour la manif à Narbonne contre l'extrême droite, le 1<sup>er</sup> Mai. Récemment, nous étions en Belgique pour rencontrer des camarades syndicalistes autour de la ville de Verviers (proche de Liège). Prochainement, nous rencontrerons des militantEs de la gauche luxembourgeoise. Les échanges, les rencontres avec des camarades du NPA-A et aussi les initiatives unitaires avec d'autres organisations, politiques, syndicales, associatives, c'est basique et fondamental pour construire et renforcer des liens humains et militants, pour garder le moral aussi. Et nous continuons, bien sûr, de militer avec nos camarades bordelais.

**Reprendre une librairie et la faire vivre, n'est-ce pas un choix éminemment politique ?**

Il devenait urgent pour Philippe de trouver un emploi. Contrairement à ce qu'affirme Macron, il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver un emploi. C'est beaucoup plus compliqué, surtout quand ça licencie partout, quand ça supprime des emplois dans tous les services publics. Il est apparu donc cette opportunité de « créer » notre propre emploi. Mais pas n'importe comment. En effet, une librairie est certes un lieu de vente, mais c'est aussi un lieu culturel et donc politique. Il y a les livres et les rencontres avec des autrices et auteurs, pour échanger sur les sujets de société, sur les luttes, les résistances populaires, sur nos rêves de révoltes et de transformation du monde. Nous espérons que nous réussirons à faire de notre librairie un endroit convivial, un lieu d'échanges. Ce sera quelque part une façon de militer différente, éloignée des enjeux de pouvoir, de concurrences si fréquentes dans les milieux militants. D'ores et déjà, des rendez-vous sont programmés : Olivier Besancenot (c'était facile !), l'universitaire Joseph Daher, Guillaume Meurice et Éric Lagadec (en mai), Hervé Le Tellier, Monique Pinçon-Charlot, le linguiste Philippe Blanchet, l'historien Dominique Pinsolle (en juin). Il y aura même du café, c'est dingue !

**Nous vous souhaitons la pleine réussite de votre projet, de belles rencontres... et toujours plus de politique.**  
*Propos recueillis par la rédaction*

## L'image de la semaine



**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)  
[L\\_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)  
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Et chaque mois, L'Anticapitaliste la revue**

Le n°164 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)